



COMBATTRE POUR LE SOCIALISME

« On ne peut aller de l'avant si l'on craint d'aller au socialisme » (Lénine)

GROUPE pour la construction du Parti et de
l'Internationale ouvriers révolutionnaires
Supplément à CPS n°59 – 28 mars 2016
<http://socialisme.free.fr>
e.mail : socialisme@free.f

**Pour le retrait du projet de loi El Khomri,
il faut affronter et vaincre le gouvernement !
Halte au matraquage de la jeunesse ! Front unique des confédérations
ouvrières CGT et FO, de la FSU et de L'UNEF face à l'État policier !
Pour le retrait du projet de loi El Khomri, manifestation nationale et centrale
à Paris, au siège du pouvoir !**

Hollande a à de multiples reprises présenté le projet de loi El Khomri comme la « réforme phare » de son quinquennat. Très clairement, le gouvernement a l'intention d'aller jusqu'au bout, et le débat à l'Assemblée nationale est déjà programmé pour début mai. La nouvelle mouture du projet ne constitue en aucun cas un recul par rapport au projet initial. Le MEDEF lui-même se félicite du fait que l'essentiel a été maintenu.

Le communiqué intersyndical (CGT, FO, FSU, Union syndicale Solidaires, UNEF, UNL, FIDL) du 24 mars se conclut par : « A l'issue de la journée du 31, le gouvernement doit répondre. Si tel n'était pas le cas, les organisations signataires inviteront les salarié-es et les jeunes à débattre la poursuite de l'action dans les jours suivants et à renforcer les mobilisations, y compris par la grève et les manifestations. Les organisations signataires appellent d'ores et déjà le gouvernement à les recevoir pour prendre en compte leurs revendications et les mobilisations massives et répétées. ». D'ores et déjà, une série de nouvelles journées d'action est envisagée : le 5 avril, le 9 avril (« un samedi pour éviter le recours à la grève » !).

La réponse du gouvernement est déjà connue. Le communiqué tend la perche au gouvernement pour maintenir et poursuivre la concertation. C'est en quelque sorte une offre de service. Il vise à rassurer le gouvernement : suite au 31 mars, il n'y aura pas d'autre initiative qu'une nouvelle multiplication de journées d'action jusqu'à épuisement du potentiel de combat des travailleurs et de la jeunesse. La réponse du gouvernement, c'est la violence policière.

Par la violence policière, Hollande et Valls veulent isoler et museler la jeunesse

En manifestant par dizaines de milliers par trois fois et en cherchant à réaliser la grève générale des universités, depuis le début du mois de mars, les étudiants et les lycéens se sont engagés dans le combat pour le retrait de la loi El Khomri.

La réponse du gouvernement initiée au plus haut sommet de l'Etat, c'est la violence policière : fermeture des facs au nom de l'Etat d'urgence, intervention massive de la police et des CRS sur les campus, matraquage et gazage des manifestants, multiplication des arrestations et des inculpations. Par la mise en œuvre progressive de l'Etat policier au nom de l'état d'urgence, le gouvernement veut faire taire et mater la jeunesse.

Le communiqué intersyndical (CGT, FO, FSU, Union syndicale Solidaires, UNEF, UNL, FIDL) du 24 mars déclare, face à la répression : « Les organisations signataires rappellent que les pouvoirs publics doivent garantir le droit à manifester, à se réunir, à s'organiser, tout en assurant la sécurité des manifestant-es. ». S'en remettre aux « pouvoirs publics » face à la répression, c'est livrer la jeunesse aux policiers qui ont sauvagement matraqué les lycéens de Bergson, aux flics en civil qui infiltrèrent les cortèges et organisent les provocations, aux CRS qui chargent les manifestations, aux gendarmes qui ont assassiné Rémi Fraisse. C'est une capitulation de la part des confédérations ouvrières et des syndicats enseignants.

Leur devoir impérieux est au contraire d'être inconditionnellement aux côtés de la jeunesse pour organiser, avec leurs services d'ordre, la défense des manifestants et des grévistes. Face à l'Etat policier, il leur revient de réaliser le front unique pour :

**Bas les pattes devant la jeunesse ! Halte à la répression policière ! Les fics hors des facs ! Libre accès aux campus !
Levée immédiate de toutes les inculpations et libération des emprisonnés ! A bas l'état d'urgence !**

Le combat pour le retrait du projet de loi El Khomri implique de s'organiser à tous les niveaux (instances syndicales, assemblées générales) et à prendre toute initiative pour imposer aux dirigeants des confédérations ouvrières, de la FSU et de l'UNEF :

Unité des organisations syndicales CGT, FO, FSU, UNEF ! Rupture de toute discussion avec le gouvernement : ni amendement, ni « réécriture » ! Appelez les travailleurs et les jeunes à une puissante manifestation unitaire, nationale, centrale à Paris, au siège du pouvoir !

C'est sur cette orientation que combat le Groupe pour la construction de Parti ouvrier révolutionnaire, de l'Internationale ouvrière révolutionnaire.